

Le système des Nations Unies **Mémo pour les organisations/mouvements sociaux¹**

Bref historique des Nations Unies

Les 50 nations réunies à San Francisco en 1945 pour témoigner de la naissance des Nations Unies après la deuxième guerre mondiale, étaient disposées à céder une portion de souveraineté nationale à un mécanisme de gouvernance mondiale surtout afin “d'épargner le fléau de la guerre aux générations à venir ». Ceci aide à expliquer la prédominance du Conseil de Sécurité sur le Conseil Economique et Social (CES) dans la construction des Nations Unies, et la sélection des 5 membres permanents ayant le droit de veto : les vainqueurs de la guerre contre l'impérialisme nazi et nippon. Parallèlement, la conférence de Bretton Woods en 1944 met en place le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale (BM) dans la perspective de “mettre fin au nationalisme économique” en ouvrant les marchés et en rétablissant un ordre monétaire dans le monde de l'après-guerre². De nombreuses agences techniques spécialisées du système des Nations Unies - FAO, UNESCO, OMS – ont été créées à la même période³. La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, indiscutablement l'une des réalisations cruciales de l'ONU, a été adoptée par l'Assemblée Générale (AG) en 1948.

Un changement radical des Nations Unies eut lieu dans les années 60/70 avec l'arrivée d'environ 100 nouveaux membres – ex colonies des pouvoirs occidentaux– et l'apparition du Tiers Monde au centre des débats politiques. Le nouveau Groupe des 77 pays en développement (G77) privilégia l'Assemblée Générale, le CES et les agences par rapport au Conseil de Sécurité, à la BM et au FMI en tant que forums où les votes des pays pauvres avaient un poids égal à ceux des riches et où leurs priorités sur le développement et les changements structurels pouvaient être soutenus. Leurs critiques à l'ordre du monde en vigueur après 1945 et aux politiques et institutions économiques qui le soutenaient étaient reprises par le bloc communiste et les radicaux occidentaux. La supériorité numérique du G77 à l'Assemblée Générale et au CES lui permit de faire passer un certain nombre d'innovations institutionnelles. Le PNUD fut créé en 1965 comme fonds contrôlé par l'AG, en alternative à la BM. La première Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) eut lieu en 1964, alimentée par les « théories de dépendance » de l'Amérique Latine. En 1974 l'AG proclamait le début de l'ère de l'équité globale en adoptant sa Déclaration sur la mise en place d'un nouvel Ordre Economique International. L'espoir optimiste du G77 que la transformation structurelle était sur le point d'être réalisée fut renforcée par le succès des pays de l'OPEP en 1973 qui firent monter le prix du pétrole brut.

Cet optimisme ne dura pas longtemps. Les efforts pour renouveler la manœuvre de l'entente sur le pétrole pour d'autres matières premières produites au Sud ne furent pas couronnées de succès, et la capacité du G77 de contrôler l'AG et le CES était insuffisante pour affecter de façon substantielle l'équilibre du pouvoir dominant. La Commission Intergouvernementale sur les Corporations Transnationales créée par le CES pendant les années 70 n'était pas en mesure d'accomplir sa mission d'imposer un code de conduite aux Corporations Transnationales à cause des conflits entre N/S et E/O. La crise pétrolière associée à la crise alimentaire des années 70 offrit aux pays OCDE une opportunité de “dépolitiser”, fragmenter, et réaffirmer leur contrôle sur les rôles clés de l'alimentation et de l'agriculture, concentrés jusque là au sein de la FAO, avec la création du Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale (GCRAI) au sein

¹ Cet article a été préparé dans le contexte d'une étude conduite par Nora McKeon et Diego Colatei, Carol Kalafatic et Mario Pianta sur le système des Nations Unies et les organisations/mouvements sociaux, sponsorisée par le Service de Liaison Non Gouvernemental des Nations unies (SLNG).

² La troisième institution financière proposée, une Organisation Commerciale Internationale, ne fut pas ratifiée par le Sénat américain.

³ L'OIT est antérieur aux Nations Unies, ayant été créé en 1919.

de la BM en 1971 pour propager la Révolution verte de la technologie; la création, en 1974, du Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA) par l'OCDE et les gouvernements de l'OPEP ; la séparation du Programme Alimentaire Mondial de la FAO au début des années 80.

Les années 70 ont marqué aussi la période où les gouvernements du Sud acceptèrent les prêts « généreux » accordés par la BM, les Corporations Transnationales et les banques privées des pays du Nord. Avec la chute des prix des commodities et la hausse des taux d'intérêt au début des années 80, la crise de la dette éclata. Cela ouvra la voie à l'imposition des régimes d'ajustement structurel par la BM/FMI dans les pays du Sud à partir des années 80, faiblement masquée au début des années 90 par les injonctions de l'ONU à fournir des « bouées de sauvetage » pour les victimes afin d'assurer « un ajustement structurel à visage humain » et par l'engagement consécutif de la BM en faveur de la « réduction de la pauvreté ». La création de l'Organisation du Commerce Mondial en 1995, en intégrant l'agriculture dans la sphère des réglementations commerciales mondiales, compléta la domination institutionnelle du paradigme néolibéral.

A la même période, le rôle et les structures de l'ONU se sont progressivement amplifiés pour traiter les nouvelles questions liées au Genre, à l'Environnement, aux Droits de l'Homme. Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) fut établi à la suite de la Conférence de Stockholm de 1972 sur l'environnement. La première Conférence Mondiale sur les Femmes fut tenue à Mexico en 1975 et conduisit à la création de l'UNIFEM (Fonds de Développement des Nations unies pour la Femme). La Conférence de Rio en 1992 fut à l'origine de la Commission sur le Développement Durable et créa une série de Secrétariats pour travailler sur les Conventions adoptées. La Conférence Mondiale de 1993 sur les Droits de l'Homme recommanda la création de du Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme. Les différents engagements adoptés par une série de conférences globales au cours des années 90 furent regroupés dans un recueil des huit Objectifs du Millénaire pour le Développement (MDGS) adoptés par l'Assemblée Générale au Sommet du Millénaire en 2000. Avec la chute du mur de Berlin en 1989 nombreux étaient ceux qui partageaient l'espoir que la fin de la guerre froide puisse libérer les ressources et la volonté politique pour combattre la pauvreté et la faim, mais ces espoirs devinrent rapidement illusoires et en 2005 il apparut clairement que la communauté mondiale était incapable d'atteindre même les objectifs modestes du Millénaire.

Les Nations Unies aujourd'hui et le processus de réformes

Les acteurs de la société civile tendent souvent de façon erronée à concevoir les Nations Unies comme un bloc monolithique. En réalité, un certain nombre de distinctions importantes doivent être faites. La première entre les organes directeurs des Nations Unies où les décisions réelles sont prises, et les Secrétariats, qui préparent la prise de décisions, grâce aux informations et à l'analyse fournie et à leur orchestration des processus de délibération. Même la catégorie des "organes directeurs" n'est pas univoque : différents ministères se rapportent à différents forums des Nations Unies et n'ont pas forcément la même position sur les mêmes questions. Au sein du système des Nations Unies, il faut faire des différences entre d'une part les bureaux, les programmes et les fonds qui dépendent de l'autorité directe du Secrétariat Général et de l'Assemblée Générale ONU/CES, et d'autre part les agences spécialisées, comme la FAO, l'UNESCO, OMS et l'OIT, qui ont des organes directeurs séparés et autonomes. Il est important de faire des distinctions fonctionnelles entre les institutions qui opèrent comme forums politiques et normatifs, celles qui octroient des services et/ou des financements, et celles qui s'occupent un peu des deux. Les institutions financières internationales comme la BM ont des mandats et des mécanismes de gouvernance distincts, non pas basés sur la règle des Nations Unies « un pays=un vote » mais où le poids d'un pays dépend du niveau de sa contribution. L'OMC, se situe en marge de la famille de l'ONU, et constitue un autre cas de figure. Alors que le pouvoir décisionnel opère sur la base du "consensus", il y a d'énormes différences entre le pouvoir des pays riches et des pays pauvres pour influencer quelle orientation prendront les décisions du consensus.

La complexité de l'ONU est l'un des facteurs qui freine le ciblage effectif de la part des organisations sociales. Une liste simplifiée des structures de l'ONU, plus particulièrement les entités qui pourraient intéresser les organisations sociales, est fournie dans l'Annexe 1). Pour illustrer comment les juridictions de l'ONU se chevauchent, on peut signaler que la question de l'accès aux ressources naturelles productives (terre, eau, biodiversité) est traitée de façon substantielle par au moins quinze entités différentes de l'ONU⁴.

La réforme du système des Nations Unies était une priorité pour le Secrétaire Général Kofi Annan à partir de son entrée en service en 1997. Il y avait plusieurs problèmes à traiter : ceux liés aux changements profonds du pouvoir géopolitique depuis la fondation de l'ONU, qui n'étaient pas reflétés dans la composition du Conseil de Sécurité. L'inefficace CES s'était révélée incapable de faire face à la prolifération d'initiatives non coordonnées et de mandats amenés au sein de l'ONU par une décade de sommets mondiaux thématiques, et d'amener les institutions de Bretton Wood à des relations plus productives avec les Nations Unies. Le déséquilibre croissant entre les requêtes adressées à l'ONU et la diminution des ressources disponibles pour les satisfaire était exacerbé par le refus de ses donateurs les plus importants de payer leurs contributions. Les méthodes de travail intergouvernementales étaient inefficaces et la gestion du secrétariat laissait à désirer... La question sous-jacente, comme toujours, se réfère à la volonté politique des pays les plus puissants ainsi qu'au poids exercé par l'ONU sur les positions de ses membres au lieu de tout simplement refléter leurs intérêts.

Kofi Annan adopta le mécanisme de nommer des "commissions de haut niveau" composées de personnalités capables de développer des propositions de réforme, vu la difficulté à insuffler des changements au sein de l'ONU. Les propositions les plus importantes sont contenues dans deux rapports soumis à l'AG. "Dans une liberté plus grande" (2005) identifiait les priorités des Nations Unies – réduction de la pauvreté, développement, prévention des conflits, droits de l'homme – et proposait des mesures pour rendre plus efficace l'AG, faire en sorte que le Conseil de Sécurité soit plus représentatif de la réalité des pouvoirs en jeu dans le monde d'aujourd'hui, réformer le CES, remplacer la Commission discréditée sur les Droits de l'Homme par un Conseil permanent des Droits de l'Homme élu par l'AG, et renforcer le rôle des Coordinateurs Résidents de l'ONU au niveau des pays. Le rapport de la Commission de Haut Niveau sur la « Cohérence de l'action du système des Nations Unies dans les domaines du développement, de l'aide humanitaire et de la protection de l'environnement" (2006) mettait au point des recommandations plus détaillées : promotion d'opérations pleinement unifiées pour le fonctionnement des Nations Unies au niveau des pays, supervisées par un nouveau Conseil de l'ONU sur le Développement Durable devant rendre compte au CES de ses activités ; gouvernance environnementale internationale plus cohérente coordonnée par un PNUE renforcé ; conclusion d'accords formels entre les institutions de Bretton Woods et l'ONU; mise en place d'un Forum Mondial de Leaders du CES de façon à lui donner un poids politique plus important ; renforcement de la coordination du système interne entrepris par le Conseil de Coordination des Chefs de Secrétariat des organismes des Nations Unies⁵. Certaines recommandations ont été mises en oeuvre, bien que le nouveau Secrétaire Général Ban Ki-moon exerce ses prérogatives pour soumettre ses propres propositions de réforme à l'AG. Le Conseil des Droits de l'Homme fut créé le 15 mars 2006. Des programmes unifiés de l'ONU au niveau des pays sont en cours d'élaboration dans 8 pays pilotes. Le CES a été mandaté pour faire des sessions Ministériels chaque année ainsi que pour organiser un Forum biennuel de haut niveau sur la Coopération au Développement avec la participation des différentes parties prenantes.

⁴ PNUE, PNUD, HCR, ESA, la Commission pour le développement Durable, les Commissions Régionales, l'IRNU, l'IIFP, la FAO, la Banque Mondiale, l'OMPI, le FIDA, la CCNUCC, la CLD et la CDB.

⁵ Présidé par le Secrétaire Général des Nations Unies et regroupant les Chefs des différentes agences des Nations Unies.

Ces dernières mesures visent à définir un profil politique plus haut de l'ONU en ce qui concerne la prise de décisions économiques et sociales. Pourtant, les pays riches continuent d'exercer leur domination sur les questions économiques et politiques mondiales en dehors du système de l'ONU dans des réunions comme le G8 et des initiatives dominées par les bailleurs comme la Déclaration de Paris sur « l'Efficacité de l'Aide » menées par l'OCDE. La transparence de la gouvernance mondiale est aussi menacée par l'influence de bailleurs privés extrêmement riches comme la Fondation « Melinda & Bill Gates » avec son Alliance pour une Révolution Verte en Afrique et par la prolifération de « policy networks » qui relie des fonctionnaires sectoriels dans les différents pays, opérant tous les deux sans supervision politique.

Les processus de réforme ne sont pas limités seulement au secrétariat des Nations Unies. Dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture, le FIDA a mené avec succès une évaluation externe indépendante dont le rapport a été publié en 2006. Les résultats de l'évaluation tumultueuse de la FAO (EEI) seront discutés au cours d'une conférence spéciale qui aura lieu en novembre 2008, ce débat sera décisif pour l'avenir de l'organisation future. Dans ce contexte, certains gouvernements du Nord sont favorables à réduire les agences spécialisées à des supports techniques adjoints au secrétariat des Nations Unies, et à confier aux institutions financières (BM/FMI) et l'OMC l'agenda « dur » de la gouvernance mondiale économique et du développement, alors que l'ONU s'occuperait des questions « légères » liées à la paix, à la sécurité, à l'aide humanitaire, et aux droits de l'homme.

Les Nations Unies et les organisations/mouvements sociaux⁶

Les Sommets mondiaux des années 90, à commencer par la Conférence de Rio en 1992, marquèrent le début d'une participation de la société civile dans les forums sur les politiques de l'ONU sans précédent aussi bien en termes de quantité que de typologie. La révision en 1996 des réglementations du CES à propos de l'accréditation des ONG auprès de l'ONU interrompit le monopole jusque là en vigueur des ONG internationales basées en occident pour englober aussi les associations nationales de toutes les régions, y compris, en théorie, les organisations sociales. Au cours des 15 dernières années, l'ONU a incontestablement mis au point un vaste et efficace répertoire de modalités de participation facilitant l'interaction des organisations de la société civile (OSC) avec les processus des politiques intergouvernementales. Néanmoins, il y eut d'importantes limitations à cet élargissement de l'implication de la société civile dans les affaires de l'ONU. L'une d'elle tient au fait que l'ONU n'a pas été en mesure d'intégrer dans ses pratiques normales l'ouverture à la participation de la société civile qui avait été autorisée exceptionnellement lors des sommets. Les recommandations de la commission de haut niveau nommée par Kofi Annan pour proposer des changements dans les relations des Nations Unies avec la société civile dans le contexte de la réforme de l'ONU (2004) vont de celles à haut contenu politique (ex : ouverture de l'AG à la participation de la société civile) à celles plus opérationnelles (ex : nommer des points focaux pour les contacts avec la société civile dans les équipes ONU au niveau des pays). Il n'est pas surprenant de constater que les propositions plus politiques n'ont pas été prises en considération.

La deuxième limitation majeure a trait au fait que l'ouverture de l'ONU aux organisations sociales, distinctes des ONG, a été et continue à être très marginale, non seulement à cause des limitations de l'ONU mais aussi de la réticence de nombreuses ONG à partager l'accès aux institutions de l'ONU avec des mouvements sociaux. Une recherche sur tout le système des NU entreprise en 2004-2005 révéla que seulement trois agences et programmes de l'ONU sur vingt-quatre

⁶ On entend par organisations sociales les organisations représentant des couches de population qui sont plus directement et négativement affectées par les impacts de l'agenda néo libéral, pour les distinguer des ONG qui peuvent avoir des activités de lobbying contre les politiques néo-libérales mais ne sont ni mandatées par, ni responsables auprès des groupes sociaux.

estimaient avoir établi des contacts significatifs avec des organisations sociales⁷. Un tableau résumant comment les différentes entités de l'ONU interagissent avec les organisations de la société civile se trouve ci-joint en Annexe 2.

Les seuls mécanismes formels d'interaction entre l'ONU et les OSC dans lesquels les organisations sociales sont bien représentées ou ont une influence dominante, sont le Comité International de Programmation de la Société Civile pour la Souveraineté Alimentaire (CIP), le Forum des Paysans du FIDA, le système de Groupes Majeurs appliqué par la Commission sur le Développement Durable, l'Instance Permanente sur les Questions Autochtones (IPQA) et l'Organisation du Travail (OIT). L'OIT constitue une catégorie à part, à cause de sa structure de gouvernance tripartite comprenant les organisations des travailleurs et des employeurs avec les gouvernements à tous les niveaux. L'IPQA est aussi un cas unique, en tant qu'entité établie par le CES et devant lui rendre compte, composé à la fois de membres nommés par des peuples autochtones et par des gouvernements. Parmi les autres, le seul mécanisme de la société civile complètement autonome est le CIP. Le Forum des Paysans est codirigé par le FIDA et un Comité de Suivi d'organisations d'agriculteurs selon des principes convenus par les deux partis. Le système des Groupes Majeurs a été l'objet de fortes critiques à cause du fait que les catégories dans lesquelles la société civile est censée se situer ont été prédéfinies par les gouvernements lors de la Conférence de Rio et à cause de l'obligation de consolider des positions consensuelles au sein des Groupes Majeurs comme les « agriculteurs », catégorie où sont présents des intérêts très différents⁸.

Dans tous les autres cas, à travers tout le système des NU, la sélection des interlocuteurs de la société civile est très clairement entre les mains du secrétariat et/ou d'un noyau d'ONG bien implantées, ce qui a comme conséquence une participation marginale, si ce n'est inexistante, des organisations sociales. Un exemple flagrant fut le Forum de la Société Civile sur le Développement, tenu en même temps que le lancement du nouveau Forum CES sur la Coopération au Développement, au mois de juillet l'année dernière, au cours duquel seulement 2 des 96 interventions de la société civile qui figuraient dans le programme ont été faites par des organisations sociales (peuples autochtones -Fondation Tebtebbe - et syndicats -CISL). Tout aussi préoccupant est le Comité Consultatif de la société civile auprès de l'Administrateur du PNUD, composé de 15 individus nommés par ce dernier avec la mission de « créer le contexte pour des partenariats avec la société civile au niveau des politiques ». Seulement 2 parmi les 15 membres proviennent d'organisations sociales, les mêmes qui participèrent au Forum de développement du CES. Les Coordinateurs Résidents de l'ONU au niveau des pays sont actuellement en train de répliquer le modèle de Comité Consultatif du PNUD au niveau national, une invasion inopportune de l'espace de dialogue politique national qui devrait être occupé par des gouvernements nationaux et des organisations sociales, l'ONU devant plutôt jouer un rôle discret de facilitateur.

Quelques conclusions et points de réflexion

Les organisations sociales luttent pour introduire des changements structurels et paradigmatiques auxquels résistent ou s'opposent les membres les plus puissants de l'ONU, les institutions financières (IFI) et les intérêts des entreprises.

Quels facteurs doivent-elles prendre en compte dans l'élaboration de stratégies pour que l'ONU puisse fonctionner comme une arène où il soit possible de présenter, défendre et – éventuellement

⁷ Nora McKeon, *Vers une Gouvernance Globale Légitime: Les Nations Unies, les ONG et les mouvements sociaux* (disponible prochainement). Les trois entités des Nations Unies sont la FAO, le FIDA et l'OIT.

⁸ Le système de Groupe Majeur est pris comme point de référence par d'autres entités des Nations Unies comme le PNUE, qui a récemment élaboré des lignes directrices pour encourager la participation de la société civile dans sa gouvernance.

– faire accepter des alternatives à l'agenda de néo-libéralisation, en tenant compte du fait que, malgré ses faiblesses, l'ONU a plus de légitimité politique que tout autre forum existant de gouvernance mondiale ?

1. Situer la réflexion stratégique dans le contexte d'une analyse approfondie de l'environnement politique actuel. Les organisations sociales pourraient se servir des fissures apparaissant dans le paradigme néo-libéral et dans le système de gouvernance mondiale dans leurs approches aux NU : l'impasse actuelle de l'OMC dans le cycle de Doha ; les difficultés rencontrées par la BM ; la probabilité d'un changement dans l'administration américaine ; les défis posés par les gouvernements du Sud, par exemple dans la réalisation du « Banco del Sur » (Amérique du Sud) ou dans le refus de respecter la date butoir donnée par l'UE pour la signature de l'Accord de Partenariat économique (Afrique de l'Ouest) ; l'explosion des crises mondiales – changement climatique, flambée des prix de la nourriture – qui sont indéniablement engendrées par le modèle de développement néo-libéral ; et bien sûr la mobilisation insistante et persistante des mouvements sociaux en ce qui concerne les alternatives et les droits.

2. Développer une analyse et une stratégie à l'échelle du système tout entier. Il s'agit de distinguer parmi les fonctions des différentes entités des Nations Unies qui interviennent dans un secteur particulier comme l'alimentation et l'agriculture, de documenter comment elles interagissent entre elles et la façon dont leurs politiques sont influencées par des Etats membres et des groupes de pression financiers/entrepreneux, en identifiant également les points d'accès les plus prometteurs.

Bien que la réforme des Nations unies n'est pas, en soi, la préoccupation première des organisations sociales, il pourrait être utile de réfléchir sur les espaces à défendre et à promouvoir (ex : un CES plus puissant avec un accès plus significatif pour les organisations sociales).

3. Formuler des attentes et des objectifs réalistes basés sur la compréhension des différents rôles et identités des organisations sociales, d'une part, et, d'autre part, des entités des Nations Unies (en distinguant les secrétariats et les organismes de gouvernement).

Il est certain que les agences des Nations Unies ne deviendront jamais des avocats militants du changement structurel. Elles peuvent par contre fournir aux organisations sociales des espaces politiques à tous les niveaux ; des discours normatifs sur les droits de l'homme et les biens communs, ainsi qu'une validation de l'expérience et de l'expertise des organisations sociales ; un soutien programmatique pour développer les capacités des organisations sociales et de leurs bases.

4. Développer et maintenir une capacité de réflexion autonome. Si l'interaction entre les organisations sociales et le système des Nations Unies se situe essentiellement dans le camp des Nations Unies, il est extrêmement difficile de sortir du carcan du langage et des calendriers intergouvernementaux. Il est essentiel que les organisations sociales gardent leurs propres espaces de réflexion (ex : le forum de Nyéléni sur la souveraineté alimentaire, les forums sociaux) et apportent les fruits de cette réflexion aux processus des Nations unies.

5. Développer des alliances avec les autres OSC. Introduire des problématiques nouvelles dans l'agenda est la première étape dans le lobbying international, suivi par le développement des outils pour les discuter et les résoudre. Les organisations sociales ont besoin de créer des alliances avec les OSC qui respectent leur primauté politique et peuvent apporter les connaissances techniques et les pratiques de lobbying qui fait souvent défaut aux organisations sociales. Les impacts les plus significatifs qu'aient eus les organisations sociales sur des secteurs importants des Nations Unies – BM et OMC en particulier – ont été le résultat de la mobilisation externe des organisations sociales exercée conjointement avec le lobbying interne des OSC.

6. *Construire à partir du Sud.* Il apparaît de plus en plus évident que le chemin le plus prometteur pour changer les équilibres de pouvoir politique dans les forums des Nations unies, passe par le changement politique dans le Sud, là où les organisations sociales demandent et obtiennent que leur gouvernement devienne redevable des intérêts de leurs citoyens. Il est important d'articuler le plaidoyer aux niveaux national, régional et mondial et d'explorer l'éventuelle contribution des Nations Unies dans l'ouverture d'espaces politiques à l'intention des organisations sociales à ces différents niveaux.

7. *Faire l'inventaire des principes à suivre et les généraliser.* Il existe des principes et des expériences concernant l'interaction correcte entre les organisations sociales et les entités des Nations unies. Ces principes comprennent le respect pour l'autonomie et le droit à l'autogestion des organisations sociales, la reconnaissance de la diversité des positions parmi les différentes organisations, l'engagement de respecter les conditions préliminaires pour une consultation réelle et de mobiliser les ressources nécessaires à sa réalisation. Ces principes doivent être inventoriés et généralisés au sein des Nations Unies, en tant que plateforme de base pour l'engagement avec les organisations sociales.

Nora McKeon (nora.mckeon@fastwebnet.it)
Mars 2008

Annexe 1: Liste simplifiée des institutions à l'échelle du système des Nations Unies

Organes des Nations Unies

a) Assemblée Générale et entités qui s'y rapportent

- Programmes et fonds : Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Fonds International des Nations Unies pour le Secours à l'Enfance (UNICEF), Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD ; comprend le Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme - UNIFEM), Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), Programme d'Alimentation Mondiale (PAM), Programme des Nations Unies pour les Etablissements Humains (UN-HABITAT).
- Institut de Recherche des Nations Unies pour le Développement Social (IRNU)
- Autres entités des Nations Unies : Bureau du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), Université des Nations Unies (UNU), Programme Commun des Nations Unies de Lutte contre le Sida (ONUSIDA).

b) Secrétariat

- Bureau du Secrétaire Général (BSG)
- Département des Affaires Economiques et Sociales (ESA)
- Bureaux des Nations Unies à Genève, Vienne, Nairobi

c) Conseil Economique et Social (CES)

- Commissions fonctionnelles : Droits de l'Homme, Science et Technologie pour le Développement, Développement Durable, Condition de la femme, Population et Développement, Développement social.
- Commissions régionales : Commission Economique pour l'Afrique(CEA), Commission Economique pour l'Europe(CEC), Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEALC), Commission Economique et Sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), Commission Economique et Sociale pour l'Asie de l'Ouest (CESAO).
- Autres organismes créés par le CES et devant lui rendre compte de leurs activités : Instance permanente sur les questions autochtones (IPQA), Forum des Nations Unies sur les Forêts (FNUF)

Agences spécialisées et fonds (organisations autonomes travaillant avec les Nations Unies par le biais de la coordination du CES) : Organisation Internationale du Travail (OIT), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la Science et la Culture (UNESCO), Organisation Mondiale de la Santé (OMS), Groupe de la Banque Mondiale (comprenant le Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale – GCRAI), Fonds Monétaire International (FMI), Organisation Mondiale de la Propriété Internationale (OMPI), Fonds International de Développement Agricole (FIDA), Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI).

Institutions des Nations Unies liées aux Traités /Conventions de Rio : Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification (CLD), Convention des Nations Unies sur la Diversité Biologique (CNUDB).

Organisations s'y rapportant : Organisation Mondiale du Commerce (OMC)

Annexe 2 : Quels sont les rapports des entités sélectionnées à l'échelle du système des Nations Unies avec la société civile⁹

Les Départements et les programmes du Secrétariat des Nations Unies

Département d'Information publique (DIP)

Forums Mondiaux impliquant la participation de la Société Civile : séminaires réguliers, Informations préliminaires et commémorations impliquant les OSC : Conférence annuelle DIP/ONG.

Capacité d'atteindre des résultats au niveau national : Accès à plus de 60 Centres et services d'information des Nations Unies, la plupart ayant un responsable pour les ONG.

Support aussi des bureaux du PNUD au niveau national.

Activités au niveau national : Diffusion de l'information.

Mécanisme d'interface avec la société civile : Les 1500 ONG accréditées ont élu 18 membres au Conseil de Direction qui collaborent avec le Secrétariat.

Division de la Promotion de la Femme (DPF), Département des Affaires économiques et Sociales (ESA)

Forums Mondiaux impliquant la participation de la Société Civile : Commission sur la Condition de la femme, Comité sur l'Élimination de la Discrimination contre les femmes, Suivi de la Quatrième Conférence Mondiale sur les Femmes.

Capacité d'atteindre des résultats au niveau national : pas applicable (pas de bureau ou de personnel sur le terrain ; travaille par le biais du PNUD).

Activités au niveau national : conseil sur les programmes d'action, assistance technique aux Programmes, développement des capacités.

Mécanisme d'interface avec la société civile : le mécanisme d'interface est le Comité autonome d'ONG sur la condition de la Femme.

Financement du Bureau du Développement (FDF), ESA

Forums Mondiaux impliquant la participation de la Société Civile : Suivi de la Conférence Internationale sur le Financement au Développement, comprenant la réunion spéciale de haut niveau du CES avec les Institutions de Bretton Woods et l'OMC ainsi que le Dialogue de Haut Niveau sur le financement du Développement.

Capacité d'atteindre des résultats au niveau national : aucune

Activités au niveau national : aucune

Mécanisme d'interface avec la société civile : Après la conférence de Monterrey de nombreuses OSC ont mis en place un Groupe International pour Faciliter le Financement du Développement. Les entreprises et les parlementaires ont également développé leurs Propres mécanismes d'interface.

Commission pour le Développement Durable (CDD), ESA

Forums Mondiaux impliquant la participation de la Société Civile : Commission des Nations Unies sur le Développement Durable, Réunion Internationale sur les Etats des Petites Iles en voie de Développement, Sommet Mondial sur le Développement Durable.

Capacité d'atteindre des résultats au niveau national : pas applicable

Activités au niveau national : pas applicable

Mécanisme d'interface avec la société civile : Adopte la classification de la société Civile en 9 Groupes Majeurs, comme indiqué dans l'Agenda 21. Initialement il y avait une Interface avec un

⁹ basé sur des réponses à une enquête de 2004-2005.

Comité de Suivi d'ONG faisant partie de la CDD. Maintenant avec les Partenaires du Groupe Majeur, organisations auto sélectionnées qui ont donné leur accord pour collaborer avec le Bureau par le biais du Secrétariat pour faciliter l'entrée du Groupe Majeur au niveau mondial dans le travail de la CDD.

Section ONG, ESA

Forums Mondiaux impliquant la participation de la Société Civile : CES et ses différents segments, réunions Internationales, Sessions de l'Assemblée Générale et Réunions Spéciales, Tables Rondes ministérielles au CES, différentes commissions et forums du CES (ex : Forum sur les Questions autochtones)

Capacité d'atteindre des résultats au niveau national : pas de présence autonome

Activités au niveau national : formulation de schéma par pays, programmes d'assistance technique, développement des capacités.

Mécanisme d'interface avec la société civile : Adopte la classification d'ONG en trois catégories de Statut Consultatif. La Conférence des ONG ayant un Rapport Consultatif avec les Nations Unies (CONGO) est un mécanisme général d'interface.

Programme des Nations Unies pour les établissements humains (UN HABITAT)

Forums Mondiaux impliquant la participation de la Société Civile : Conseil de Direction, Forum Urbain Mondial, Commission sur le Développement Durable

Capacité d'atteindre des résultats au niveau national : pas de bureaux nationaux. Les quatre bureaux régionaux (Afrique, Asie, Amérique Latine et Europe) agissent comme points de contact de la société civile. Les Responsables du Programmes pour l'Etablissement Humains travaillent dans certains bureaux nationaux du PNUD.

Activités au niveau national : Conseil sur les programmes d'action, formulation de schéma par pays, programmes d'assistance technique, programmes humanitaires/d'urgence, développement des capacités, programmes pour les jeunes et les femmes.

Mécanisme d'interface avec la société civile : Dispose d'un Comité Consultatif auprès du directeur général avec un membre de la société civile.

Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED)

Forums Mondiaux impliquant la participation de la Société Civile : Conférences Quadriennales du CNUCED,

Conseil du Commerce et du Développement et ses Commissions, réunions d'experts, Conférences des Nations Unies sur les Pays les Moins Développés

Capacité d'atteindre des résultats au niveau national : Pas de bureaux sur le terrain

Activités au niveau national : Pas applicable

Mécanisme d'interface avec la société civile : La coopération s'effectue avec des organisations internationales et des réseaux autonomes. Pas de mécanismes d'interface au niveau global.

Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR)

Forums Mondiaux impliquant la participation de la Société Civile : Comité Exécutif et ses trois Comités Permanents (Consultation Annuelle des ONG avant le Comité Exécutif)

Capacité d'atteindre des résultats au niveau national : 220 bureaux sur le terrain ; chacun ayant un point de contact de la société civile.

Activités au niveau national : Conseil sur les programmes d'action, formulation de schéma par pays, programmes humanitaires/d'urgence, développement des capacités.

Mécanisme d'interface avec la société civile : Interface formelle conduite dans le cadre de consultations annuelles des ONG et par des Groupes d'ONG cadres et leurs forums.

Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE)

Forums Mondiaux impliquant la participation de la Société Civile : Forum annuel Global de la Société Civile conjointement avec le Conseil de Direction/Forum Ministériel Mondial sur l'Environnement, forums régionaux préparatoires, réunions spéciales de la société civile conjointement avec les réunions spéciales intergouvernementales.

Capacité d'atteindre des résultats au niveau national : 6 bureaux régionaux, chacun ayant un point de contact de la société civile, et environ 10 bureaux hors siège, 32 Comités Nationaux PNUE, pour la plupart en Europe.

Activités au niveau national : Conseil sur les programmes d'action, formulation de schéma par pays, développement des capacités.

Mécanisme d'interface avec la société civile : Pas de mécanisme d'interface formel global. Un effort est fait pour engager tous les acteurs institutionnels potentiels au-delà des Groupes Majeurs identifiés dans l'Agenda 21. Interface avec les comités de la CS créés au niveau national conjointement avec les réunions du Conseil de Direction.

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

Forums Mondiaux impliquant la participation de la Société Civile : Aucun

Capacité d'atteindre des résultats au niveau national : 137 bureaux sur le terrain, 2 Centres Régionaux (Pretoria et Bratislava) et 1 centre de gouvernance (Oslo) ont des conseillers pour les Organisations de la Société Civile

Activités au niveau national : Conseil sur les programmes d'action, formulation de schéma par pays, programmes d'investissement, programmes d'assistance technique, programmes humanitaires/d'urgence, développement des capacités.

Mécanisme d'interface avec la société civile : A établi un Comité Consultatif des OSC auprès de l'Administrateur avec 15 membres nommés individuellement pour conseiller et guider le PNUD dans ses programmes d'action.

Programme d'Alimentation Mondial (PAM)

Forums Mondiaux impliquant la participation de la Société Civile : Session du Conseil de Direction

Capacité d'atteindre des résultats au niveau national : 82 bureaux sur le terrain, chacun ayant au moins un point de contact informel de la société civile

Activités au niveau national : Conseil sur les programmes d'action, formulation de schéma par pays, programmes humanitaires/d'urgence, développement des capacités.

Mécanisme d'interface avec la société civile : Consultation Annuelle conduite avec environ 25 ONG partenaires et réseaux majeurs.

Agences spécialisées de Nations Unies

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Forums Mondiaux impliquant la participation de la Société Civile : Conférence et Conseil de la FAO, Comités et Commissions techniques permanents, Conférences Régionales, forums mondiaux spéciaux (ex : Sommet Mondial, Conférence Internationale sur la Réforme Agraire et le Développement Rural).

Capacité d'atteindre des résultats au niveau national : 5 bureaux régionaux, 5 bureaux sub-régionaux et 5 bureaux de liaison, chacun ayant un point de contact informel de la société civile, 78 bureaux nationaux.

Activités au niveau national : Conseil sur les programmes d'action, formulation de schéma par pays, programmes d'investissement, programmes d'assistance technique, programmes humanitaires/d'urgence, développement des capacités.

Mécanisme d'interface avec la société civile : deux mécanismes globaux autonomes d'interface. Le Comité de Planification International ONG/OSC pour la Souveraineté Alimentaire (CPI) et ses

Révisions +5. Il regroupe environ 50 points de contact dans des groupes thématiques régionaux s'intéressant à l'alimentation et à l'agriculture, afin de faciliter l'implication des mouvements sociaux dans le Sud (agriculteurs, pêcheurs, population autochtone, gardiens de troupeaux, travailleurs agricoles). Le Groupe Spécial de représentants des ONG accréditées auprès de la FAO est le forum des représentants de ces ONG ayant leur siège à Rome.

Organisation Internationale du Travail (OIT)

Forums Mondiaux impliquant la participation de la Société Civile : Conférence Internationale du Travail

Capacité d'atteindre des résultats au niveau national : environ 50 bureaux sur le terrain, la moitié d'entre eux ont des responsables spéciaux pour les activités concernant les organisations des travailleurs et des employeurs.

Activités au niveau national : Conseil sur les programmes d'action, formulation de schéma par pays, programmes d'assistance technique, développement des capacités.

Mécanisme d'interface avec la société civile : Figure dans une catégorie à part à cause de sa structure tripartite impliquant pleinement la gouvernance des organisations des travailleurs et des employeurs. Dispose d'une liste spéciale des autres catégories d'ONG.

Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI)

Forums Mondiaux impliquant la participation de la Société Civile : Organes Directeurs de l'ONUDI qui prévoit la participation de la société civile, des conférences, des forums et des réunions.

Capacité d'atteindre des résultats au niveau national : 30 bureaux sur le terrain, aucun avec un point de contact de la société civile.

Activités au niveau national : Conseil sur les programmes d'action, formulation de schéma par pays, programmes d'investissement, programmes d'assistance technique, développement des capacités.

Mécanisme d'interface avec la société civile : Pas de mécanisme formel d'interface.

Consultation avec les OSC conduite par le biais de séminaires, d'ateliers et de conférences.

Organisation Mondiale de la Santé (OMS)

Forums Mondiaux impliquant la participation de la Société Civile : Assemblée Mondiale de la Santé et Conseil de Direction

Capacité d'atteindre des résultats au niveau national : 28 bureaux sur le terrain, aucun n'a de point de contact de la société civile.

Activités au niveau national : Conseil sur les programmes d'action, programmes d'assistance technique, programmes humanitaires/d'urgence, développement des capacités.

Mécanisme d'interface avec la société civile : Pas de mécanisme global unique. Les relations sont maintenues avec les différentes catégories d'ONG : académiques, scientifiques, professionnelles, de développement, d'intérêt spécial (jeunes, femmes, malades, consommateurs, syndicats, autorités locales, parlementaires).

Institutions Financières Internationales

Banque Asiatique de Développement (BAD)

Forums Mondiaux impliquant la participation de la Société Civile : Réunion Annuelle du Conseil des Gouverneurs

Capacité d'atteindre des résultats au niveau national : 24 bureaux sur le terrain, presque tous ayant des points de contact de la société civile

Activités au niveau national : Conseil sur les programmes d'action, formulation de schéma par pays, programmes d'investissement, programmes d'assistance technique, programmes humanitaires/d'urgence, développement des capacités.

Mécanisme d'interface avec la société civile : Pas de Travaux du Comité consultatif global sur la BAD par le biais de réseaux d'OSC comme le Forum des ONG. Missions de Résidents dans le pays qui tiennent des réunions régulières.

Banque Africaine de Développement (BAD)

Forums Mondiaux impliquant la participation de la Société Civile : Réunion Annuelle du Conseil des Gouverneurs

Capacité d'atteindre des résultats au niveau national : 8 bureaux sur le terrain, aucun n'a de points de contact de la société civile.

Activités au niveau national : Conseil sur les programmes d'action, formulation de schéma par pays, programmes d'investissement, programmes d'assistance technique, développement des capacités.

Mécanisme d'interface avec la société civile : Comité des OSC de la Banque Africaine de Développement.

Banque Inter Américaine de Développement (BIAD)

Forums Mondiaux impliquant la participation de la Société Civile : Aucun

Capacité d'atteindre des résultats au niveau national : 26 bureaux sur le terrain, tous avec un point de contact de la société civile

Activités au niveau national : Conseil sur les programmes d'action, formulation de schéma par pays, programmes d'investissement, programmes d'assistance technique, programmes humanitaires/d'urgence, développement des capacités.

Mécanisme d'interface avec la société civile : Pas de mécanisme global d'interface. Des Conseils Consultatifs de la Société Civile existent dans la moitié des 26 bureaux nationaux.

Fonds International de Développement Agricole (FIDA)

Forums Mondiaux impliquant la participation de la Société Civile : Conseil de Direction (et Forum des Agriculteurs tenu en même temps).

Capacité d'atteindre des résultats au niveau national : Pas de bureaux sur le terrain.

Activités au niveau national : Conseil sur les programmes d'action, programmes d'investissement, programmes d'assistance technique, développement des capacités.

Mécanisme d'interface avec la société civile : Dans le passé un Comité de Suivi avec une consultation FIDA/ONG facilitait la préparation des Consultations biannuelles FIDA/ONG. Plus récemment, des mesures ont été prises pour développer un forum des représentants des petits agriculteurs et des organisations des peuples autochtones, qui interagit avec le Conseil de Direction et promeut la réplication d'un tel dialogue au niveau national.

Fonds Monétaire International (FMI)

Forums Mondiaux impliquant la participation de la Société Civile : Réunions Annuelles du FMI (conjointement avec la Banque Mondiale)

Capacité d'atteindre des résultats au niveau national : 88 bureaux sur le terrain, aucun n'ayant des points de contact de la société civile.

Activités au niveau national : Conseil sur les programmes d'action, formulation de schéma par pays, programmes d'assistance technique, développement des capacités, fonds pour soutenir l'équilibre budgétaire.

Mécanisme d'interface avec la société civile : Pas d'interface formelle.

Banque Mondiale (BM)

Forums Mondiaux impliquant la participation de la Société Civile : Réunions de Printemps et Annuelles BM-FMI et sessions respectives pour les dialogues BM-Société Civile, forums sectoriels et régionaux.

Capacité d'atteindre des résultats au niveau national : Approximativement 100 bureaux sur le terrain dont 70 ayant des points de contact de la société civile. Des équipes régionales de la société civile couvrent les autres pays.

Activités au niveau national : Conseil sur les programmes d'action, formulation de schéma par pays, programmes d'investissement, programmes d'assistance technique, programmes humanitaires/d'urgence, développement des capacités

Mécanisme d'interface avec la société civile : Vaste gamme de mécanismes en fonction des thématiques et des secteurs concernés à tous les niveaux, en utilisant aussi les nouvelles technologies comme les vidéo conférences. Interface conduit sur la révision des politiques globales (ex : populations autochtones, sauvegarde de l'environnement). Le Comité conjoint de Facilitation Banque Mondiale -Société Civile, est le prolongement du précédent Groupe de Travail Banque Mondiale – ONG, établi pour explorer des mécanismes effectifs et transparents de dialogue et d'engagement entre la société civile et la Banque Mondiale au niveau global.

Autre

Organisation pour la Coopération Economique et le Développement (OCDE)

Forums Mondiaux impliquant la participation de la Société Civile : Forum Annuel OCDE – société civile conjointement avec la réunion du Conseil OCDE, forums sectoriels.

Capacité d'atteindre des résultats au niveau national : 4 centres OCDE (Allemagne, Etats-Unis, Japon, Mexique). Les dirigeants des centres agissent comme points de contact de la société civile.

Activités au niveau national : conseil sur le programme d'action

Mécanisme d'interface avec la société civile : le Comité Consultatif qui rassemble des représentants de l'Industrie, du Commerce et des Syndicats créé en même temps que l'OCDE. Pas de mécanismes formels pour d'autres OSC.

Organisation Mondiale du Commerce (OMC)

Forums Mondiaux impliquant la participation de la Société Civile : Conférences Ministérielles de l'OMC, mise au courant des ONG sur les réunions des organismes majeurs de l'OMC, séminaires publics

Capacité d'atteindre des résultats au niveau national : Pas de bureaux sur le terrain

Activités au niveau national : programmes d'assistance technique, développement des capacités.

Mécanisme d'interface avec la société civile : Travaille avec des entreprises informelles et des organes consultatifs d'ONG